

**8 Société et Culture**

**Transport urbain/Pénurie de taxis à Libreville  
Le renouvellement des numéros de portière en cause**

SNN  
Libreville/Gabon

ILS étaient nombreux hier, les Librevillois, à éprouver beaucoup de mal à se déplacer pour une quelconque destination. Certains se retrouvant agglutinés dans les multiples carrefours que compte la capitale gabonaise, dans l'espoir d'emprunter un taxi. D'autres, dont les lieux de travail, écoles ou domiciles n'étaient pas très loin, n'avaient pas d'autres choix que de marcher pour les rallier. En cause, un nombre visiblement insignifiant de taxis en circulation dans la ville, depuis deux jours. Selon un agent municipal ayant requis l'anonymat, cette baisse du trafic serait due à l'arrêt, très prochaine,



Photo : SNN

Quelques particuliers ont profité de l'occasion.

de l'opération d'attribution de nouveaux numéros de portières aux véhicules assurant le transport en commun dans la commune de Libreville. Lancée pourtant depuis quasiment trois mois, celle-ci n'avait suscité, jusque-là,

semble-t-il, que très peu d'intérêt chez les propriétaires des véhicules à usage commercial. Et comme de coutume, les retardataires ou les réfractaires à la loi sont aujourd'hui obligés de courir à la dernière minute, pour se



Photo : SNN

Des piétons se ruant sur l'un des rares taxis en règle hier.

conformer à cette exigence réglementaire. Du coup, sur le terrain, les usagers paient au prix fort l'insouciance de certains propriétaires de taxis, au grand bonheur des plus malins, qui ont vu sans nul doute leur

chiffre d'affaires prendre l'ascenseur. Tant il est observé que pour partir d'un endroit à un autre, les clients doivent déboursier le double ou le triple du montant du trajet habituel. Une logique qui contraste avec

celle des gagne-petits, contraints, eux, d'attendre des heures durant l'arrivée d'un hypothétique transporteur à visage plus humain. « J'ai dû proposer 500 francs à un taxi pour me rendre à l'Ancienne-Sobraga », a confié une cliente à une autre qui se plaignait également d'avoir dépensé plus, pour un trajet qui d'ordinaire lui revient souvent bien moins coûteux. Dans ce décor infernal, les plus chanceux sont ceux qui bénéficient, de temps à autre, de la bienveillance de quelques connaissances ou particuliers allant dans leur direction. À ce qu'il semble, il en sera ainsi pendant quelques jours encore, et les usagers n'ont aucune alternative que d'attendre que le transport urbain se normalise à nouveau dans la ville de Libreville.

**Front social/ Après leur rencontre hier avec le ministre Jean-Pierre Oyiba  
Des propositions de sortie de crise**

F.B.E.M  
Libreville/Gabon

SUITE à la grève qui prévaut dans le secteur de la Santé, depuis deux semaines, le ministre de la Santé et de la Prévoyance sociale, Jean-Pierre Oyiba, a reçu, hier, à son cabinet, un collège de six médecins de la Fédération des syndicats des médecins du public et du privé, en grève. But : examiner ensemble les points de blocage et voir dans quelle mesure y apporter des solutions. Une rencontre au sortir de laquelle les syndicalistes ont avoué être "satisfaits", au vu des échanges fructueux avec le membre du gouvernement. Pour rappel, les manifestants, en grève depuis le 12 juin dernier, opposent comme motif à leur arrêt d'activités, deux principales raisons, dont un cahier de revendications transmis depuis plusieurs semaines à la tutelle, au sujet desquelles les discussions n'avançaient plus, selon ces derniers, et un meilleur traite-

ment de la question de leur confrère, le Dr Max Fylla, emprisonné depuis quatre mois sans jugement. La réunion a commencé par un tour de table des praticiens qui ont, de manière succincte, présenté "leur part de vérité" à l'autorité ministérielle. Moment au cours duquel ces derniers ont sollicité l'intervention en leur faveur de Jean-Pierre Oyiba. "Tel un père pour son enfant", dans une situation où ils se sentent lésés. "Vous pouvez trouver une solution face à nos revendications. Nous faisons des marches, fermons le portail, mais tout ceci, c'est pour attirer votre attention", a, entre autres, lancé le Dr Iloko Bousengué. Et Dr Christiane Mengue d'ajouter : "Faites quelque chose, sinon la médecine va vers des lendemains incertains, si nous commençons ainsi à avoir peur de toucher un malade, au risque de se retrouver en prison... Nous ne pouvons que compter sur vous". "Je ne peux ne pas soutenir votre solidarité de corps, parce que vous me faites la démon-



Photo : F.B.E.M

Jean-Pierre Oyiba (c.), échangeant avec les médecins.

stration de la raison de votre attitude", a estimé d'entrée M. Oyiba. Reconnaisant que la situation du Dr Max Fylla était ambiguë, il leur a cependant promis d'essayer de tout faire pour qu'une solution soit trouvée à son endroit. S'agissant enfin des revendications d'ordre administratif, parmi lesquelles la mise en place de textes pour protéger l'environnement médical dans son ensemble, Jean-Pierre Oyiba a interpellé les médecins sur le fait "qu'il ne s'agit pas d'un travail fait par le ministère en dehors du syndicat". Puis, il les a invité à la table de négociation. "Si le point d'achoppement reste la situa-

tion du Dr Fylla, les autres points restent dans le domaine du possible, et c'est à nous (tutelle et syndicat. NDLR), d'y trouver des solutions rapides... S'il y a des propositions pour vous protéger sur le plan juridique, amenez-les, qu'on les étudie, et que je les présente au gouvernement. C'est mon devoir", a-t-il estimé. Soulignons qu'au sortir de cette réunion, les médecins, interrogés sur la poursuite ou pas de la grève, ont dit laisser le soin de cette décision à la base, au sortir d'une assemblée générale qu'ils tiendront ce jour au "QG" du Centre hospitalier de Libreville (Chul).

**Santé/Clôture du 4e atelier régional des informaticiens de la région africaine de l'OMS  
Les informaticiens mieux outillés sur les TIC**

F.S.L.  
Libreville/Gabon

La rencontre des gestionnaires du système d'informations de l'OMS, ouverte à Libreville le 15 juin, s'est achevée vendredi dernier sur une décision commune des participants d'améliorer la maîtrise des données sur le suivi des épidémies ayant frappé le continent ces dernières années.

LE rideau est tombé, vendredi dernier, sur les travaux du 4e atelier régional des informaticiens de la région africaine de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Au terme de ces échanges fructueux, les participants ont estimé dans leur majorité que cette rencontre avait toute sa raison d'être, surtout dans le cadre de la gestion des crises sanitaires avec notamment le cas du virus Ebola qui a sévi et continue d'ailleurs de sévir sur le continent. Bachir Chaibou du Niger a salué ainsi le partage d'expériences et d'échanges lors de ces assises.



Photo : F.B.E.M

Les informaticiens de la région africaine de l'OMS au cours de leurs travaux.

Arlette Kibila du Congo-Brazzaville, par ailleurs membre du Bureau régional de l'OMS a rappelé que l'organisation onusienne comporte un système centralisé qui gère tous les bureaux-pays de l'Afrique estimés à 47. "Nous avons donc été réunis ici afin de discuter de tous les aspects techniques, dans le cadre de la santé au sein des pays concernés. Nous avons débattu de la stratégie, afin de permettre le partage d'informations, notamment sur l'épidémie du virus

Ebola. Les techniques à mettre en place dans la gestion de ce type d'épidémie étaient également au cœur des travaux", a-t-elle expliqué. Pour Djaker Mohamed El Amine d'Algérie, l'atelier a été très instructif. Il dit avoir été édifié sur un certain nombre de procédés pratiques au sein de l'OMS, mais aussi sur l'utilité des Technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment dans la gestion des épidémies. "Cette rencontre m'a

également permis d'échanger avec mes collègues de la zone Afrique et de visiter le Bureau-pays de l'OMS à Libreville", termine-t-il. Jean Tchikaya, responsable régional des TIC de l'OMS pour l'Afrique, a expliqué, pour sa part, que l'atelier qui a clos ses portes vendredi dernier, avait fondamentalement pour but de susciter la réflexion sur les stratégies en matière de TIC pour l'OMS au niveau régional et même international. "Cette année, les travaux sont consécutifs à la survenue de la crise Ebola que certains pays de notre région traversent et continuent de traverser. Il a donc été important de parler des leçons acquises, notamment en ce qui concerne les TIC, pour aider ceux qui sont sur le terrain à faire convenablement leur travail. Notamment en matière de statistiques et de communication, et à rendre l'information disponible, puis partager tout ce qui se passe au niveau des pays touchés. Il est donc crucial de nous adapter, car les TIC évoluent extrêmement vite. D'où la mise en place de nouvelles méthodes de communication avec de nouveaux outils", a-t-il conclu.



JYBEKEOIS 2015